
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 13 (1985)

DOI: 10.11588/fr.1985.0.52540

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Dienste der Stabilisierung und Reproduktion bereits erworbenen gehobenen Sozialstatus. Konnte die Schule noch bis in die Nachkriegszeit ihr Selbstverständnis, ihren Stolz und ihre Legitimation darin finden, einer schmalen und überseligierten »*élite primaire*« – rund 1 % der ihrerseits bereits durch Concours ausgelesenen Absolventen der Lehrerbildungsanstalten (Ecoles Normales) – den Aufstieg in den »Generalstab der Schwarzen Husaren der Republik« (S. 64 ff., 130 ff.) und dann zunehmend auch ins Höhere Lehramt zu eröffnen, so wurde die »Demokratisierungs«-Funktion dieser vormaligen »*école du peuple*« (S. 103 ff.) spätestens seit den 1960er Jahren zum »Mythos« entleert (S. 188). Mit dem Wandel ihrer Aufnahmeverfahren wie ihrer Ausbildungsfunktionen und mit der Inversion des Sozialprofils ihrer Studenten ist die E. N. S. de Saint-Cloud »*simplement entrée dans le rang*« (S. 188). D. h. im Tausch mit der sozialen Position, die noch bis zur Jahrhundertmitte die französischen Universitäten einnahmen, ist sie zur hochrangig platzierten Teilkomponente in einer komplex gegliederten Selektions- und Reproduktionsmatrix geworden. Denn deren Logik vor allem bestimmt gegenwärtig, unter dem Expansions- und Nachfrageschub der jüngsten Vergangenheit, die Differenzierung des französischen Hochschulsystems in »Prestigeinstitutionen« (die Grandes Ecoles), »Mehrwertinstitutionen« (die Berufsfakultäten für Medizin und Jura) und »Verweilinstitutionen« (die natur-, geistes- und sozialwissenschaftlichen Fakultäten) (Girod de l'Ain; vgl. vom Rezensenten eine diesbezügliche Analyse in: Enzyklopädie Erziehungswissenschaft, Bd. X, Stuttgart 1983, S. 546–555). Neben der E. N. S. de la Rue-d'Ulm mit ihren zwangsläufig beschränkten Aufnahmekapazitäten ist die E. N. S. de Saint-Cloud zur nahezu gleichrangigen und gleichrangig begehrten »*solution de repli*« geworden: »*Elle offre aux enfants des fractions les moins aisées ou les plus vulnérables des couches supérieures – par exemple les professeurs, ou les cadres menacés par le chômage – sinon la promotion sociale espérée, du moins la stabilisation souhaitée. (...) Destin imprévu pour l'ancienne E. N. S. primaire: l'ascension d'un peuple s'est réduite à la stabilisation des situations acquises*« (S. 184, 229 – Hervorhebung JS). Was sie noch von der Rue-d'Ulm unterscheidet, ist lediglich die Status-Anciennität ihrer Studenten: Während die Rue-d'Ulm – wie die alten Grandes Ecoles – die echten »*héritiers*« an sich zieht, rekrutiert die E. N. S. de Saint-Cloud aus »*familles >bourgeoises< de fraîche date*« (S. 229), deren gehobener Sozialstatus kaum über die Vätergeneration zurückreicht. Auch das zählt zu den »feinen Unterschieden« (Bourdieu), die das französische Erziehungssystem durchgängig und noch immer kennzeichnen.

Selten dürfte das Unternehmen besser gelungen sein, im Spiegel einer einzelnen Schlüsselinstitution die Geschichte, die Strukturen und die Dynamik eines ganzen Erziehungssystems transparent zu machen. Selten auch dürfte die dabei anfallende Komplexität eleganter bewältigt worden sein. Zu dem Ergebnis darf man den Verfassern wie dem Leser gratulieren: ein historisch-soziologisch lehrreiches, ein analytisch scharfsinniges, ein gut lesbares, kurz: ein schönes Buch.

Jürgen SCHRIEWER, Frankfurt a. M.

Die Erhebung gegen Napoleon 1806–1814/15. Hg. von Hans Bernd SPIES, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 1981, XX–472 S. (Quellen zum politischen Denken der Deutschen im 19. und 20. Jahrhundert. Freiherr vom Stein-Gedächtnisausgabe, 2).

Cet ouvrage s'inscrit dans une des plus anciennes traditions de l'historiographie allemande: la publication de sources autour d'un sujet donné, encore qu'il ne prétende pas épuiser le sien: die Erhebung gegen Napoleon (1806–1814/15), puisque, dans sa préface, l'auteur prend soin de préciser qu'il s'agit d'une anthologie et qu'il ne publie pas toujours, dans leur intégralité, les documents qu'il a choisis. Les limites chronologiques de son choix sont faciles à comprendre: 1806 vit, successivement, la publication du libelle »Deutschland in seiner tiefen Erniedrigung«,

la constitution de la Confédération du Rhin, la fin du Saint-Empire romain germanique; les années 1814/15 sont celles au cours desquelles les armées des différents états allemands participèrent largement aux opérations militaires qui, par deux fois, contraignirent Napoléon à l'abdication.

On peut discuter l'emploi, dans le titre, du terme de *Erhebung* car, rares sont les documents qui ont un rapport direct avec les soulèvements, ou tentatives de soulèvement, qui se produisirent en Allemagne contre Napoléon. De ce point de vue, la révolte du Tirol est privilégiée par Spies. On pourrait regretter, pour ne s'en tenir qu'à l'année 1809, qu'il n'y ait rien sur l'équipée de Katt, rien, sinon par allusions, sur celles de Brunswick-Oels, de Schill, de Dörnberg, qu'il n'y ait rien, non plus, sur les soulèvements qui, en 1813, se produisirent dans les départements hanséatiques, dans le royaume de Westphalie et dans le Grand-duché de Berg, c'est-à-dire dans des régions où l'autorité de Napoléon s'exerçait directement et sans partage. L'auteur pourrait répondre que, par fidélité à l'esprit de la collection dans laquelle son ouvrage est publié, il a voulu privilégier ce qui concernait la pensée politique et non la lutte armée sur le terrain. Pour toutes ces raisons, les termes de *Entgegenstellung*, de *Weigerung*, de *Widerstand* eussent, sans doute, été préférables à celui de *Erhebung*.

On appréciera l'éclectisme qui a présidé au choix des documents: pièces officielles, correspondances privées, libelles, sermons, extraits de presse, poésies, etc., comme la diversité de l'origine géographique des uns et des autres: Autriche, Prusse, pays de la Confédération du Rhin, Russie et, à partir de 1814, anciens départements français de la rive gauche. Sans doute le souci de privilégier ce qui revient à la pensée politique a-t-il empêché que soient reproduits des documents appartenant à la littérature dite populaire: chansons, poésies, parodies de prières, etc.¹. Quoi qu'il en soit, tout ce qui est reproduit méritait sa place dans cette anthologie. On regrettera que ne soit pas reproduit au moins l'un des traités par lesquels les membres de la Confédération du Rhin abandonnèrent Napoléon et rejoignirent le camp de ses adversaires. Il est évident, qu'à cet égard, le traité de Ried, signé par la Bavière avec l'Autriche, en octobre 1813, aurait eu sa place dans ce recueil, car il signifiait que Metternich choisissait la libération de l'Allemagne avec l'aide des princes mais surtout – et cela allait peser lourdement sur la reconstruction politique de l'Allemagne entreprise par le congrès de Vienne – qu'il reconnaissait, comme intangible, une grande partie de l'œuvre napoléonienne et, notamment, le traitement privilégié accordé à certains des *Mittelstaaten*: accroissement de la dignité du souverain, agrandissements territoriaux. Il est vrai, comme le rappelle Spies dans son introduction (p. 8), que les voix ne manquèrent pas pour mettre en garde les Alliés contre toute propagande qui dresserait systématiquement les Allemands contre leurs souverains légitimes.

Le lecteur attentif est sûr de s'instruire en utilisant ce recueil. Celui-ci s'ouvre sur le fameux pamphlet »Deutschland in seiner tiefen Erniedrigung«, rédigé peu après la paix de Presbourg, donc avant l'acte de constitution de la Confédération du Rhin et la disparition du Saint-Empire, publié et diffusé par les soins du libraire Palm de Nuremberg, à qui le tragique destin qu'il subit de la part d'un peloton d'exécution français devait valoir de figurer, de façon ineffaçable, dans la mémoire du mouvement national allemand du XIX^e siècle et dans la légende, comme le premier martyr de la cause de la liberté allemande. La lecture des extraits de ce libelle montre clairement qu'il fut, en premier lieu, dirigé contre les princes allemands et le premier d'entre eux, le Habsbourg, au moins autant que contre Napoléon et que son auteur s'attachait, également, à mettre en lumière les conséquences fâcheuses, pour l'Allemagne, de la politique anglaise et de ses prétentions à la domination économique du continent.

Cette anthologie permet de comprendre clairement la diversité des attitudes anti-napoléoniennes et ce qu'il pouvait, souvent, y avoir de contradictoire en elles. Elle rappelle, aussi, que les anti-napoléoniens eurent des adversaires à leur hauteur. On lira avec intérêt, à ce propos,

¹ Par exemple, pour le Mecklembourg: »Bauernvaterunser« et »Als Bonepart einst früh herkam«, mitgeteilt von Hugo GAEDCKE, dans *Deutsches Museum*, 5. Jahrgang, Juli–December 1855, S. 769–771.

l'échange de vues entre Friedrich Gentz et Johannes von Müller, l'opinion de Jean-Paul Friedrich Richter qui, en mars-avril 1808, saluait Napoléon comme le prince de la paix, les efforts de von Eggers pour tenter de jeter les bases d'un patriotisme attaché à la Confédération du Rhin, dans le même temps (1808) où Stein et Scharnhorst cherchaient les moyens de redresser la Prusse, de la libérer et, avec elle, toute l'Allemagne.

Les désaccords entre les anti-napoléoniens sont également bien mis en lumière: par exemple ceux qui opposèrent le *Geist der Zeit* de Arndt (mars 1808) rempli d'une haine systématique contre Napoléon et la France et le manifeste de guerre autrichien du 8 avril 1809, rédigé par Gentz, dans lequel celui-ci expose, avec une grande objectivité, la politique suivie par Napoléon depuis la paix de Presbourg. De même l'on voit, qu'en 1809, il y eut des Autrichiens qui ne songèrent qu'au redressement des Habsbourg alors que d'autres, comme Gentz, songèrent à l'Allemagne. Bien entendu, une large place est faite aux désaccords concernant l'avenir de l'Allemagne ainsi qu'aux voix qui s'élevèrent en faveur d'une politique de modération envers les princes de la Confédération du Rhin et envers la France (cf. p. 369 et suiv. la lettre de Friedrich Gentz à Metternich, 15 février 1814).

Au total, un utile instrument de travail qui complète le recueil de Jacques Droz².

Roger DUFRAISSE, Paris

Hartmut MÜLLER, *Bremen und Frankreich zur Zeit des Deutschen Bundes 1815–1867*, Bremen (Selbstverlag des Staatsarchivs der freien Hansestadt Bremen) 1984, 150 p. (Veröffentlichungen aus dem Staatsarchiv der freien Hansestadt Bremen, hg. von Wilhelm Luhrs, 50).

L'auteur de ce livre est directeur des archives de l'Etat que constitue la «ville libre hanséatique» de Brême et il a puisé l'essentiel de sa documentation dans son dépôt sans, toutefois, négliger les autres sources manuscrites, notamment celles d'origine française. On s'étonnera, toutefois, que ni à la fin, ni au début de l'ouvrage ne figure un état sommaire des unes et des autres.

Quand on connaît l'ancienneté des relations économiques entre Brême et la France et l'intensité qui fut la leur avant la Révolution française, on peut penser que cet ouvrage leur sera, en grande partie, consacré. Or, elles n'en occupent que le tiers environ. L'auteur, en effet, rappelle que le Congrès de Vienne avait rendu à Brême son statut d'état allemand souverain ayant largement le droit de régler ses relations extérieures comme il l'entendait. A partir de 1823, il y eut ainsi un ministre résident de Brême à Paris, chargé, en outre, de représenter les deux autres cités hanséatiques. Du côté français, dès 1816, il y eut un ministre plénipotentiaire à Hambourg, accrédité aussi à Lübeck et à Brême, mais qui ne joua guère de rôle dans cette dernière où l'essentiel des affaires était traité par le consul de France qui y était en poste. L'entrée des villes hanséatiques dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, en 1867, mit fin aux relations diplomatiques particulières entre celles-ci et la France puisque la constitution du Norddeutschen Bundes prévoyait que la couronne de Prusse en assurerait la représentation à l'extérieur. Pour les affaires économiques et celles concernant les ressortissants de part et d'autre, il y avait un consul de France à Brême et, jusqu'en 1867, une représentation brêmoise, permanente, ou temporaire à Bordeaux, Bayonne, le Havre, Brest, Boulogne, Nantes, Dunkerque, Cherbourg, Rouen, Morlaix, Calais, Saint-Malo, Sète, Montpellier, Marseille, Toulon, Nice et Paris. Cette énumération prouve sinon le volume des affaires traitées mais, du moins, la diversification géographique des intérêts brêmois en France.

Il faut répéter qu'un très long développement est consacré à l'étude des relations politiques entre les deux partenaires, relations politiques au sens le plus large et non limité à leur aspect

2 *Le Romantisme politique en Allemagne. Textes choisis et présentés par Jacques Droz*, Paris 1963 (Collection U. Série Idées politiques).